

Convention collective régionale

**IDCC : 35. – TISSAGES DE LA SOIERIE DU SUD-EST
(Employés, techniciens et agents de maîtrise)**

(9 juin 1952)

(Etendue par arrêté du 7 octobre 1952)

Convention collective régionale

**IDCC : 642. – TISSAGES DE LA SOIERIE DU SUD-EST
(Ouvriers)**

(7 janvier 1972)

(Etendue par arrêté du 1^{er} juin 1973,
Journal officiel du 24 juin 1973)

AVENANT N° 1 DU 10 JUIN 2014

À L'ACCORD DU 26 NOVEMBRE 2012

RELATIF À LA PRÉVOYANCE ET AUX FRAIS DE SANTÉ

NOR : ASET1451088M

IDCC : 35, 642

PRÉAMBULE

L'accord du 26 novembre 2012 a modifié le régime de prévoyance et de santé obligatoire au profit de l'ensemble des salariés non cadres de la branche.

Le présent avenant à cet accord prend acte des modifications législatives concernant la portabilité des droits en santé.

Les partenaires sociaux ont également décidé de mettre le régime de prévoyance conventionnel en conformité avec le décret du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire.

Article 1^{er}

Définition du personnel couvert

Après le premier paragraphe de l'article 3.1 de l'accord du 26 novembre 2012, il est rajouté le paragraphe suivant :

« Dans le cadre du présent accord, le terme “non cadre” correspond aux salariés ne relevant pas des articles 4 et 4 *bis* de la convention nationale AGIRC du 14 mars 1947. »

Article 2

Portabilité des droits

L'article 9 de l'accord du 26 novembre 2012 est intégralement supprimé et remplacé par celui-ci :

« Article 9

Portabilité des droits en cas de rupture du contrat de travail ouvrant droit à une indemnisation au titre du chômage

Article 9.1

Dispositions communes

Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 14 de l'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 et de l'article L. 911-8 du code de sécurité sociale, les anciens salariés bénéficient, dans les mêmes conditions que les salariés en activité, d'un maintien des régimes de remboursement de frais de santé et de prévoyance (incapacité, invalidité et décès) institués par le présent accord, précisé par la notice d'information établie par l'organisme assureur désigné.

Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits de l'ancien salarié aient été ouverts au sein de l'entreprise relevant du présent accord. En outre et pour bénéficier de ce maintien, l'ancien salarié devra impérativement justifier auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, de sa prise en charge par le régime d'assurance chômage.

Le dispositif de portabilité entre en application à la date de cessation du contrat de travail.

Les garanties maintenues sont celles en vigueur dans l'entreprise. Par conséquent, toute évolution des garanties, à la hausse comme à la baisse, sera applicable aux salariés en portabilité selon les mêmes modalités que pour les salariés en activité.

Article 9.2

Portabilité des garanties frais de santé

La durée de la portabilité est égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, dans la limite de 12 mois de couverture.

Le maintien des garanties s'effectue à titre gratuit.

A la fin de la période de maintien des droits en portabilité, l'ancien salarié recevra également de l'organisme assureur une information concernant la possibilité d'obtenir, en application de l'article 4 de la loi Evin, le maintien des garanties en contrepartie du versement d'une cotisation.

Article 9.3

Portabilité des garanties prévoyance (incapacité, invalidité, décès)

9.3.1. Pour toute rupture du contrat de travail dont la date d'effet est antérieure au 1^{er} juin 2015, la durée de la portabilité est égale à la période d'indemnisation du chômage dans la limite de la durée du premier contrat de travail, appréciée en mois entiers dans la limite de 9 mois de couverture.

Ce maintien des garanties est cofinancé.

A défaut de paiement des cotisations selon les modalités définies par l'entreprise, l'ancien salarié perd le bénéfice du régime et, par conséquent, le droit aux prestations correspondantes.

9.3.2. Pour toute rupture ou notification de rupture du contrat de travail à compter du 1^{er} juin 2015, la durée de la portabilité est égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur, appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, dans la limite de 12 mois de couverture.

Le maintien des garanties de prévoyance sera alors assuré gratuitement.

9.3.3. En tout état de cause, le maintien des garanties de prévoyance ne pourra conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçu au titre de la même période. »

Article 3

Impact tarifaire de la réforme de la portabilité des droits en santé

Afin de financer l'impact de la réforme réglementaire sur la portabilité des droits en santé, entrée en vigueur au 1^{er} juin 2014, les taux de cotisation de l'ensemble des régimes de santé sont majorés de 4 %.

Régime de santé conventionnel minimal obligatoire (cotisation famille au sens de la sécurité sociale) au 1^{er} juillet 2014

	COTISATION GLOBALE (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)	À LA CHARGE de l'employeur (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)	À LA CHARGE du salarié (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)
Complémentaire santé Famille au sens sécurité sociale (concerne le sala- rié et ses ayants droit à charge au sens de l'ar- ticle L. 313-3 du code de la sécurité sociale)	2,14 % (contre 2,06 %)	1,57 % (contre 1,51 %)	0,57 % (contre 0,55 %)

Régimes de santé optionnels sur décision de l'entreprise uniquement Régime conventionnel avec une base élargie sur la cotisation famille au sens large

	COTISATION GLOBALE (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)	À LA CHARGE de l'employeur (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)	À LA CHARGE du salarié (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)
Famille au sens large (concerne les membres de la famille de l'assuré social et ses ayants droit qu'ils soient ou non à charge au sens de la sécurité sociale)	2,90 % (contre 2,79 %)	1,57 % minimum	1,33 %

Régime santé « optionnel »

	COTISATION GLOBALE (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)	À LA CHARGE de l'employeur (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)	À LA CHARGE du salarié (en pourcentage du salaire limité à 4 PASS)
Famille au sens sécurité sociale	2,89 % (contre 2,78 %)	1,57 % minimum	1,32 %
Famille au sens large	4,04 % (contre 3,88 %)	1,57 % minimum	2,47 %

Régime santé « optionnel supérieur »

	COTISATION GLOBALE Tranches A et B	À LA CHARGE de l'employeur Tranches A et B	À LA CHARGE du salarié Tranches A et B
Famille au sens sécurité sociale	3,94 % (contre 3,79 %)	1,57 % minimum	2,37 %
Famille au sens large	5,67 % (contre 5,45 %)	1,57 % minimum	4,10 %

Tenant compte de cette majoration en cours d'année, les partenaires sociaux de la commission se sont entendus pour se réunir avec APICIL en novembre 2014 pour ajuster la majoration programmée au 1^{er} janvier 2015 (cf. art. 5.2 de l'accord du 26 novembre 2012) afin qu'elle soit en pertinence avec les estimations des résultats techniques des régimes de santé depuis le début de l'année 2014.

Article 4

Date d'effet

La date d'effet du présent avenant est fixée au 1^{er} juin 2014 pour tous les articles du présent avenant sauf pour l'article 9.3.2 où la date d'effet est fixée au 1^{er} juin 2015.

Article 5

Diffusion de l'accord

Le présent avenant sera diffusé à l'ensemble des partenaires sociaux représentés dans la profession au jour de sa signature.

Article 6

Dépôt

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du conseil des prud'hommes de Lyon.

Fait à Lyon, le 10 juin 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FTS.

Syndicats de salariés :

HACUITEX CFDT ;

URTHC CGT ;

FO tissage ;

CFE-CGC chimie Lyon ;

UR TCH CFTC.